

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18087- 70ÈME ANNÉE

## Paul Vergès lance un appel au rassemblement

# L'union des Réunionnais sur un projet de consensus avant que Paris n'impose sa solution

Paul Vergès a tenu hier une conférence de presse. Le sénateur a une nouvelle fois appelé les responsables politiques à s'asseoir autour d'une table pour travailler ensemble à un projet de rassemblement pour La Réunion. Paul Vergès estime que les années 2015-2016 sont aussi décisives que 1945-1946 qui ont vu l'abolition du statut colonial suite à une proposition réunionnaise. D'où cet appel à définir ensemble un projet commun avant que Paris n'impose une évolution à La Réunion.



Paul Vergès

**P**aul Vergès appelle les responsables politiques à la discussion, en s'inspirant de ce que les représentants des cultes ont réussi à faire avec le groupe de dialogue inter-religieux. La situation de notre île est critique. Pour le sénateur, le moment de la rupture est proche. Il fait référence aux années 1945-1946 qui ressemblent à ce que seront 2015-2016, c'est-à-dire des

années de profonds bouleversements.

Les questions fondamentales sont oubliées par les candidats aux élections, alors qu'elles ont besoin de réponses. Si les Réunionnais n'arrivent pas à proposer une solution, comme ont su le faire Raymond Vergès et Léon de Lépervanche en 1945, alors ce sera Paris qui décidera à leur place et qui imposera sa

rupture à La Réunion, a dit en substance le sénateur.

### Limites de l'intégration

Le responsable communiste constate en effet que l'intégration à la France est arrivée à ses limites. Il extrait du « flot d'informations » qui

déferle quotidiennement sur La Réunion plusieurs qui sont essentielles à ses yeux.

Tout d'abord, ce sont les difficultés de l'économie. Le nombre d'entreprises déposant le bilan est en augmentation. De plus, les derniers moteurs perdent leur dynamique : les chiffres d'affaires de la SAPMER et de CBO Territoria sont en baisse. Le tourisme est en recul. La crise requin a coûté 30 millions. Les chiffres du chômage ont tous augmenté. Plus de 160.000 personnes sont inscrites dans les différentes catégories.

Cela a une « traduction dans l'état de la société réunionnaise, elle devient de plus en plus violente ». Ce sont les faits divers qui constituent les premières pages de deux quotidiens à grand tirage.

### Trois grandes erreurs

Cette crise est la conséquence de décisions durables, prises par les gouvernements qui se sont succédé depuis 70 ans. Ces erreurs sont au nombre de trois.

La première est l'extension à tous les fonctionnaires d'État du supplément colonial qui était alors le bénéfice de quelques hauts fonctionnaires à La Réunion. Cette décision date du 1er janvier 1947. Elle a creusé les inégalités.

La seconde, c'est l'ignorance de la transition démographique, période pendant laquelle La Réunion voit sa population augmenter considérablement. Ce phénomène a existé en Europe, il a été réglé en grande partie par l'émigration de 58 millions d'Européens vers l'Amérique pour y peupler les États-Unis. Quand la transition démographique commence à La Réunion, le pouvoir prend peur et c'est l'idée de faire partir tous les jeunes de La Réunion, rappelle Paul Vergès. Seule l'opposition du PCR au BUMIDOM a permis d'éviter la catastrophe que connaissent les Antilles. Martinique et Guadeloupe vont devenir les deux départements comportant la plus forte proportion de personnes âgées, car l'émigration a été encore plus massive qu'ici.

La troisième erreur est la remise en cause du chemin de fer. Paul Vergès rappelle d'abord que s'il a combattu les usiniers et les gros planteurs, il reconnaît aussi que ces derniers avaient un sens de l'entreprise qui a amené à la création d'un chemin de fer dans une île qui ne comptait alors que 200.000 habitants. La suppression du chemin de fer dans les années 1950-1960 portait en elle la

construction de la route du littoral avec tous ses problèmes. Elle a été remplacée par une 2e route au bout de 15 ans pour s'éloigner de la falaise, et un projet de 3e route veut aller encore plus loin en étant en mer.

« La combinaison de la progression démographique et des besoins de mobilité ont fait l'obligation du tout-automobile », poursuit Paul Vergès. L'augmentation du coût des carburants pèse sur toute La Réunion. C'est la mise en place d'un système « qui vide La Réunion de toute sa valeur ajoutée ». Les richesses créées ici sont utilisées pour faire venir des véhicules, des pièces détachées et du carburant produit ailleurs.

### « Tout a changé »

L'inégalité des revenus et la transition démographiques ne peuvent qu'aggraver la situation intérieure dans un environnement qui a totalement changé, précise Paul Vergès. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, Madagascar ne comptait que 4 millions d'habitants. La Grande île en aura plus de 55 millions dans une génération, alors que commenceront à être mises en valeur d'importantes ressources du sous-sol, en particulier les gisements pétroliers. Madagascar n'est qu'à 800 kilomètres de La Réunion qui aura au même moment 1 million d'habitants. Que deviendra alors notre île ?

Parallèlement, la France cherche à coopérer avec les Comores pour valoriser de potentiels gisements en hydrocarbures. Le Mozambique a commencé à décoller, et il attire des cadres portugais qui fuient le chômage dans leur pays.

Or, La Réunion n'est plus à la pointe dans les énergies renouvelables. La part de ces dernières ne cessent de diminuer dans la production. Comment La Réunion pourra-t-elle alors participer au développement des énergies renouvelables à Madagascar ?

« Tout a changé », et les 46 % des Réunionnais vivant sous le seuil de pauvreté sont les « victimes de cette évolution ». La transformation vers une économie de transferts publics et de services a poussé vers la sortie les capitalistes réunionnais. Elle a livré l'économie à des groupes extérieurs.

### Questions absentes des élections

Dans quelques semaines, ce sont les élections. Y-a-t-il un débat sur ces questions, interroge Paul Vergès. Il note que les déclarations des candidats ne disent rien sur l'avenir de l'agriculture, sur la crise de la canne et du sucre. Ils restent silencieux aux déclarations du président de Madagascar qui souhaite que son pays reprenne son rôle de grenier de l'océan Indien.

71 % des trajets domicile-travail se sont en voiture, où sont les grands transports publics, que disent les candidats ?

Paul Vergès rappelle que le PCR publie ses propositions. En face, c'est la « discrétion formidable de ses adversaires qui disent encore : voter pour moi vous aurez des emplois ». À cela s'ajoutent les promesses non tenues. Des candidats maires disaient : « voter pour moi vous aurez la cantine gratuite ». « Où est cette cantine gratuite, où allons-nous ? »

### 2016 : la rupture

C'est le blocage partout. « 2015 fait penser à 1945 », déclare le sénateur. « En 1945, sans Vergès, Lépervanche et Césaire, c'était l'explosion ». 2016 marquera le 70e anniversaire du 19 mars 1946, date de l'abolition du statut colonial. Paul Vergès précise que les changements sont à venir. François Hollande parle aujourd'hui d'un projet de développement pour chaque territoire. « Quand le président de la République fait son tournant, pourquoi rester figé ? », interroge le sénateur, « n'allons pas célébrer Pierre Lagourgue comme homme du consensus, et faire le contraire ».

« Pourquoi ne tire-t-on pas les leçons ? Pourquoi ne discutons pas entre nous ? Apportez-nous nos idées et trouvons une solution de consensus », lance Paul Vergès, « le Groupe de dialogue inter-religieux le fait, pourquoi pas sur le plan politique ? ».

Le sénateur précise que s'il n'y avait pas eu Raymond Vergès et Léon de Lépervanche pour proposer une solution de sortie de crise en 1945, celle qu'aurait appliqué Paris n'était pas l'abolition du statut colonial.

D'où cet appel renouvelé à discuter ensemble pour proposer des solutions réunionnaises de consensus avant que Paris n'impose les siennes. Et le temps presse : 1848 était la fin de l'esclavage, 1946 a marqué l'abolition du statut colonial, 2016 sera la rupture, conclut Paul Vergès.

## Edito

### Air Austral : nous ne sommes qu'au début...

**D**idier Robert forcé à démissionner de la présidence d'Air Austral, ce sera chose faite le 10 mars à l'occasion de la prochaine assemblée extraordinaire de la compagnie, amenée à se prononcer sur la fusion du conseil de surveillance et du directoire en conseil d'administration. La SEMATRA présidée par Didier Robert détient 98 % des actions, avait rappelé le président de Région lors de la conférence de presse tenue le 24 février dernier. Ce rapport de force ne laisse aucune place au suspense. Le changement de gouvernance sera acté. Tous les médias ont titré sur un départ sous la pression. La séance plénière de la Région sur le rapport de la Chambre régionale des comptes évoquant le problème du cumul des présidences n'aura lieu que le 10 avril. Pourquoi donc tout précipiter ? C'est énorme, et la vérité commence à peine à éclater.

Le 24 février dernier, Didier Robert avait annoncé que lui-même, président de la SEMATRA, ne fera pas partie du prochain Conseil d'administration. Cela vaudra aussi pour la présidente du Conseil général et pour le second vice-président de la Région. Pour la première depuis sa création, Air Austral n'aura aucun représentant du peuple dans sa direction stratégique. Cet incroyable événement nous ramène à peine trois mois en arrière, quand Didier Robert avait organisé une manifestation contre le gouvernement pour demander le statu quo dans la dotation dite de continuité territoriale. Rappelons que Paris a voulu mettre un terme aux dérives observées dans ce dispositif géré par la Région Réunion. Le gouvernement a donc décidé de recentrer son effort sur les personnes qui ont vraiment besoin de toucher une aide pour voyager. Didier Robert avait donc saisi l'occasion pour monter au créneau.

À quelques jours de la manifestation qui devait soi-disant réunir 10000 personnes devant la pré-

fecture et qui a fait un flop, voici ce qu'écrivait « Témoignages » :

« Il est clair que Didier Robert a besoin en ce moment d'une démonstration de force, mais comme toujours, la raison principale est dans le non-dit. La continuité territoriale est un prétexte inespéré. (...) Le sujet doit être plus grave, tellement grave qu'il lui faut provoquer un pare-feu médiatique d'une très grande puissance. La décision a été prise dès son retour d'Europe où il a participé au forum des RUP, accompagnée d'une forte délégation réunionnaise. Il n'y a pas eu de compte rendu de ce déplacement. Par contre, à peine débarqué, il réunit des Maires de droite, griffonne une plate-forme en quelques heures, et présente à l'opinion la base de la forteresse sensée le protéger de la tornade qui l'attend. La manif de la Préfecture est convoquée à partir de cette base, tentant grossièrement de faire croire à un affrontement de la droite contre la gauche.

Le seul dossier capable de provoquer une telle panique, c'est celui qui peut toucher à son ego. C'est l'avenir catastrophique d'Air Austral. La date de la manif devant la Préfecture été choisie pour détourner l'attention des médias sur ce qui se trame en coulisse, à la même période. Pour peu que les médias fassent réellement leur travail d'information, vous saurez tout sur la vraie raison : la continuité territoriale n'a rien à voir dans la faillite qui s'annonce. »

Il n'a fallu patienter que trois mois pour que l'analyse de Témoignages se vérifie. Le 24 février, Didier Robert a annoncé sa démission de la présidence d'Air Austral. Tout cela n'est qu'un début...

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Dépasser de vieux réflexes

# Discutons ici plutôt que de courir à Paris

Un exemple révélateur : le débat en France sur les jours fériés lancé par une proposition réunionnaise pas discutée ici.



Paul Vergès : « dans le contexte de crise, comment apparaît la contribution de La Réunion ? »

**A**u cours de sa conférence de presse, Paul Vergès a développé une idée : discuter ici ensemble et non pas courir en France. L'exemple-type est l'amendement sur le changement des jours fériés. Pourquoi n'avoir pas cherché ici le consensus plutôt que d'être parti à Paris pour proposer une loi ?

La contribution réunionnaise au débat politique fait renaître des affrontements.

Pour illustrer l'importance de d'abord discuter ici-avant de se tourner vers Paris, Paul Vergès a tiré les enseignements du débat sur les jours fériés. Pour faire avancer

cette idée, « qu'est-ce qui empêchait de consulter le groupe de dialogue inter-religieux, de consulter la population ? », demande le sénateur. Au lieu de cela, c'est un vieux réflexe : on va créer une loi. Mais la France a une évolution totalement différente de La Réunion, « et cela n'a pas manqué ».

C'est aussi un manque de connaissance de la domination de l'Église catholique dans l'histoire réunionnaise. C'était inscrit dans le Code noir.

Aujourd'hui, « c'est une renaissance fantastique des religions opprimées », souligne le parlementaire. « Le Dipavali n'est pas seulement une fête religieuse. L'église catholique prend acte du nouveau rapport de forces, et c'est la création Groupe de Dialogue inter-religieux ». Mais en France, les choses sont très différentes.

Paul Vergès constate que vu de France « dans le contexte de crise, comment apparaît la contribution de La Réunion ? »... créer des jours fériés musulmans.

« En France, le député pense à son opinion ». Que vont dire ses électeurs ? Paul Vergès note que ce débat fait revivre tout l'affrontement sur l'islam, l'antisémitisme.

Et comment gérer la situation à Mayotte, île à 90 % musulmane ? Cela voudrait-il dire un calendrier de jours fériés musulmans ?

### « Si on fait la NRL, on ne fera plus jamais de train »

Paul Vergès a rappelé l'impossibilité de financer la construction d'une route en mer et de construire ensuite un train.

Le coût à supporter pour payer un chantier au montant final incertain va tellement peser sur les finances de La Réunion qu'aucun autre investissement ne sera plus possible.

L'heure du choix est donc arrivée. La nouvelle route du littoral sera-t-elle au centre de la Conférence de Paris sur le climat ? Lors de sa dernière visite, Paul Vergès a informé Ségolène Royal sur les enjeux du projet. Il a également mis la ministre au courant d'une enquête de gendarmerie qui cherche à vérifier des soupçons de corruption.

« On ne fait pas des enquêtes préliminaires sans rien au départ », dit en substance Paul Vergès. « Des choses qui circulent dans la presse ? Qui a touché

ici ? La Réunion est une petite île, tôt ou tard cela sortira », a conclu Paul Vergès.

### A Mayotte les fonctionnaires revendiquent 53 % de sur-rémunération

Paul Vergès indique également qu'à Mayotte, les fonctionnaires sont en grève, car ils protestent contre la lenteur de l'application de la sur-rémunération. Le gouvernement propose 40 % par palier avec d'abord 20 % de majoration. Les fonctionnaires veulent que l'on tienne compte du coût de la vie à Mayotte, comme c'est le cas à La Réunion. Ils ont donc demandé 53 % comme à La Réunion, car le coût de la vie à Mayotte est au moins aussi élevé qu'à La Réunion.

## Syriza applique le programme pour lequel les électeurs ont voté

# Les Grecs veulent restructurer leur dette

**Le gouvernement d'Alexis Tsipras n'en démord pas. Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis propose une restructuration "intelligente" de la dette de la Grèce, sachant qu'un effacement de celle-ci serait inacceptable pour ses créanciers (FMI, BCE, UE).**

« Une décote est un gros mot. Je l'ai appris. Tout comme nous ne voulons pas entendre parler du mot *troïka*, nos créanciers ne veulent pas entendre parler du mot *décote*. C'est quelque chose que je comprends », a expliqué Yanis Varoufakis, au quotidien allemand des affaires *Handelsblatt*.

### Eviter de s'endetter encore plus

« Cependant, il y a des solutions plus intelligentes », a assuré le ministre grec. Ce dernier a évoqué la possibilité de « reconvertir une partie des crédits que nous avons reçus du fonds de sauvetage européen FESF en obligations, dont le coupon et les remboursements seraient indexés sur l'évolution de notre Produit intérieur brut ».

Une proposition qu'il faudra défendre auprès des partenaires de la Grèce, qui ont consenti le 24 février à prolonger jusqu'à juin leur programme d'aide au pays. Mais les deux parties doivent s'accorder sur un nouveau contrat et la volonté farouche des créanciers de lancer une nouvelle série de réformes en Grèce.

Yanis Varoufakis a expliqué qu'il ne voulait plus que « l'État continue à s'endetter ». Raison pour laquelle, « le nouvel accord que nous voulons négocier d'ici fin juin doit consister en un pacte de croissance, qui s'appuierait sur des investissements du secteur privé ». Un pacte qui permettra au pays de renouer avec la croissance et s'assurer qu'une « partie de notre dette est restructurée intelligemment, sans que le niveau nominal ne change, le problème de la dette peut être résolu ».

Malgré tout, la Grèce va faire face en mars à d'importantes échéances financières difficiles à honorer, mais Yanis Varoufakis propose : « Nous avons des engagements vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI) en mars et en avril. Dans le même temps, la Banque centrale européenne (BCE) nous doit des intérêts d'un montant de 1,9 milliard d'euros perçus sur des obligations grecques. Nous proposons qu'une partie de cet argent serve au remboursement des prêts du FMI ». Un arrangement qui devrait convenir aux deux parties, mais qui pourrait bloquer face aux pays les plus conservateurs, comme l'Allemagne ou l'Espagne.

### Tempête dans l'Union Européenne

Acculé par ses partenaires européens, intransigeants vis-à-vis de son pays, le Premier ministre Alexis Tsipras, a dénoncé lors d'un discours devant les membres de son parti anti-austérité, Syriza, que les gouvernements conservateurs d'Espagne et du Portugal ont réagi de manière électoraliste, plutôt que politique.

« On était sur un terrain miné, les forces conservatrices en Europe ont tenté de nous piéger pour nous conduire à une asphyxie financière », a-t-il dénoncé samedi 28 février. Selon lui, « ces puissances ne souhaitent pas que l'exemple grec ait une influence dans d'autres pays, surtout dans la perspective des élections en Espagne » prévues à la fin de l'année, comme au Portugal.

En Espagne, le gouvernement de Mariano Rajoy craint une victoire

du parti anti-libéral, Podemos, cousin de Syriza. Ce petit parti espagnol fait trembler le parti au pouvoir, qui tente d'effrayer sa population, afin d'éviter à Podemos, un destin à la grecque. D'ailleurs, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a répliqué le lendemain, assurant que l'Espagne et le Portugal n'étaient « pas responsables de la frustration qu'a créée la gauche radicale grecque en faisant des promesses qu'elle savait intenables ».

Côté portugais, Marco Antonio Costa, porte-parole du parti gouvernemental de centre droit PSD, a répliqué que les déclarations d'Alexis Tsipras étaient « très graves, lamentables et fausses », estimant que « les difficultés internes que traverse Syriza ne suffisent pas à justifier » de tels propos. Cette tension met en exergue la pression subie par le nouveau gouvernement grec, anti-austérité, et celle subie par les Grecs depuis 2009.

*Céline Tabou*

## Elections législatives en Estonie

# Nouvelle tentative de renforcer le camp pro-occidental

Une semaine après le défilé des forces de l'OTAN à Narva, à la frontière de l'Estonie et de la Lettonie, les élections législatives ont été remportées par le parti au pouvoir, le parti de la Réforme (centre), mettant à nouveau à la tête du pays, Taavi Roivas, comme Premier ministre de l'Estonie.



Dans la semaine qui a précédé les élections, l'OTAN a fait d'importantes manœuvres en Estonie avec comme point d'orgue une parade de blindés américains à 300 mètres de la frontière de la Russie.

**L**e chef du gouvernement sortant, Taavi Roivas, devra former une nouvelle coalition, avec le parti des pro-russes du Centre, qui ont obtenu 27 sièges de députés sur les 101, tandis que les sociaux-démocrates ont 15 sièges et les conservateurs d'IRL 14.

Les Estoniens ont voté dimanche 1er mars dans un climat d'inquiétude pour la sécurité du pays face à Moscou. En effet, l'annexion de la Crimée et les événements en Ukraine sont suivies quotidiennement par les 1,3 million d'habitants, dont 25 % sont russophones. Pour accentuer la tension, les exercices militaires russes organisés à la frontière estonienne quelques jours avant le scrutin ont renforcé les doutes de certains Estoniens. Ces derniers estiment que Moscou a l'intention de déstabiliser les pays de l'ancienne Union soviétique.

« Si les Russes viennent ici, il y aura, par exemple, 1.000 ou 10.000 chars à la frontière. L'Estonie ne peut rien faire et je ne suis pas sûr que l'OTAN vienne nous aider », a expliqué Pyotr Sirotkin, étudiant à l'Université de Tallinn, à l'Agence France Presse. Pour le jeune homme, « la situation changerait totalement si les Américains venaient ici pour nous défendre ».

Un vœu exaucé, car l'armée américaine tente de consolider ses positions dans la région, pour faire face à la Russie, mais également à son voisin chinois. Pour le Premier ministre sortant et membre du parti de la Réforme, Taavi Roivas, « la situation sécuritaire actuelle se perpétuera sur une longue période », car « ce n'est pas seulement du mauvais temps, c'est un changement climatique ».

Ce dernier a d'ailleurs relayé les positions de ses homologues letton et

lituanien qui veulent une présence accrue de l'Otan pour répondre à celle de l'armée russe à proximité de leurs frontières. Dans un tel contexte, l'Alliance des pays de l'Atlantique Nord, a annoncé la création d'une force « Fer de lance » de 5.000 hommes et de six centres de commandement dans la région, dont un en Estonie.

D'après Ahto Lobjakas, éditorialiste du journal estonien "Postimees", les résultats de l'élections montrent une « orientation pro-occidentale de l'Estonie », et annonce un « engagement envers l'UE et l'Otan peut être encore plus prononcé », notamment avec le renforcement de l'aile droite au Parlement avec l'arrivée des nouveaux partis.

**Céline Tabou**

On pourra lire ci-dessous un certain nombre d'informations relatives à la culture de la canne à sucre et à l'exploitation des produits dérivés dans différentes régions. De extraits ont été reproduits afin de nourrir notre propre réflexion sur l'avenir de la canne chez nous et dans les pays environnants.

## La canne c'est le sucre, mais pas seulement -56- **Différentes informations relatives à la culture de la canne à sucre (2e partie)**

### **III-Un nouveau départ pour la panela**

Description de la production, de la commercialisation et du contrôle qualité du sucre colombien traditionnel, non centrifugé. Le sucre non centrifugé est appelé panela en Amérique latine. Environ 70 000 petits planteurs de canne à sucre des versants des Andes colombiennes vivent de sa production. La panela, pourtant moins chère, a récemment perdu des parts de marché face au sucre raffiné, surtout dans les villes. Un nouveau produit a été mis au point, la panela pulverizada, une panela en poudre (PP), dans l'idée d'élargir les perspectives commerciales de la panela. Contrairement à la panela traditionnelle, le nouveau produit n'a pas besoin d'être réduit en morceaux pour être utilisé. Il est aussi plus nourrissant et permet de fabriquer une limonade délicieuse. La production de PP implique d'ajouter les étapes suivantes à la production : (1) addition d'agents clarifiants ; (2) cristallisation ; (3) séchage au soleil ; (4) passage au crible. Plusieurs améliorations simples ont été également apportées à l'hygiène alimentaire. L'équipement nécessaire est le même que celui que l'on utilise pour la production de panela traditionnelle. Dans le cadre du projet PP, des ateliers ont été organisés pour former les petits planteurs à de meilleures techniques de commercialisation et pour faire connaître les nouveaux usages de la PP aux femmes rurales. Les usages de la PP concernent la confiture, les fruits en conserve, les boissons, les bouillies, les bonbons, les gâteaux et les biscuits. KIT (E3279) Food Chain (RU), n° 25, p. 11-13

### **IV-Recherche-développement de procédés et équipements pour la fabrication de sucres spéciaux à la Taiwan Sugar Corporation**

On examine la mise au point et la production de sucres spéciaux à la Taiwan Sugar Corporation (TSC) depuis 1990. La qualité du sucre candi TSC est la meilleure du marché et l'offre ne suffit toujours pas à la demande. Le sucre cocrystallisé a l'avantage d'être facilement travaillé et de bien se dissoudre. Des produits dérivés de la mélasse de canne ont également

été développés, mais le fait qu'on ne puisse disposer d'emballages aseptiques convenables retarde leur mise sur le marché. (D'après le résumé de l'auteur.) KIT (B2465) Taiwan Sugar (Taïwan), vol. 48 (2), p. 4-9

### **V-Développement des biotechnologies au département Products Developing de la Taiwan Sugar Corporation**

Il s'agit d'un panorama des produits de soin, des aliments santé et des avancées dans le domaine des biotechnologies au département Products Developing de la Taiwan Sugar Corporation. Ces produits comprennent notamment : (1) les champignons *Cordyceps sinensis* ; (2) le champignon *Ganoderma lucidum* ; (3) les fructo-oligosaccharides ; (4) les produits à base de *Lactobacillus* spp. ; (5) les produits à base de miel ; (6) l'huile d'onagre ; (7) les produits à base d'huile de poisson tels que les acides polyinsaturés docosahéxanoïque et eicosapentaénoïque ; (8) les extraits de champignon ; (9) les cellulases de *Trichoderma reesei* ; (10) les levures ; (11) les engrais organiques tirés de la vinasse.

(à suivre)

**Georges Gauvin**

# Oté

## Astèr siport zot maléré sor !

*Oté i prètan rant lo minis dé loutromèr èk lo prézidan la rézyon rényon na pi ryin dbon, néna d'lo dann gaz, inn i vé pi santi lot. Dann lédito in zournal samdi i rotrass byin lo dézamour rant lé dé. Rasir a zot la pa nout zournal témwaniaz i di. I prètan zis apré in visit dann biro la minis, tou lé dé la ral lo kont si la kontinité téritorial, shakinn i rakont son manière, shakinn i larg la fot si lin a lot. Inn i di léta i dovré péy vwayaz pou tout domoun, lot i réponn, arèt tiliz larzan la rézyon pou fé zéléksyon. Boudikont in postir préské normal vik inn lé a drwat, lot lé a gosh i di.*

*Lo zournalis, konm si li té i vé rotourn lo kouto dan la plé, li di : « Zamé tou lé dé va antann, télman la soss lé finn gaté rant zot, moman doné i fé sanblan antann, mé i dir pa ditou ». Li la trouv lo mo i konvyin, li di rant lé dé lé épidérmik. Poukoué li di sa ? Parské pou li i pé pa èt politik vik Didié Robert lé dovni prézidan la rézyon an mars 2010 èk solman 45 pour san sifraz, li la rantré parské bann sosialis la pa zoué la kart dé linyon dé la gosh èk lo PCR. Mi rasir a zot ankor, La pa témwaniaz la ékri.*

*Mi antan pa bann dépitè sosialis la dsi. Kosa zot i panss ? Kisa na rézon GPL ousinonsa lo prézidan ? Eklèr in pé nout lantern. Tanka misié lo sénatèr sosialis do lèss, ousa ou lé, mi antan pi parlé. ? Fransh vérité mi vé pa donn loson madam la miniss, mé pou règ lo kont lo prézidan la rézyon odrémié pa tro baz si banna. A nou osi konm lo zournalis ni konpran pa touzour poukoué banna la donn la rézyon didier robert an 2010. Pètèt pou vanjé ? Astèr siport zot maléré sor !*

**Justin**

**Kosa in shoz, dovine-dovinaye ?**

In gro trou i port in bann ti trou :  
Kalkilé : In pti zoutiy bann koutiryèz !

.....

.....

Lo dé pou koud !